

Stratégie et perspectives scientifiques pour le futur contrat

L'analyse du travail et de ses mondes : un révélateur des dynamiques sociales contemporaines

Mots Clés : Travail, mondes du travail, interdisciplinarité, interdépendances, institutions, organisations, compétences, innovation, numérique, relations professionnelles, marchés du travail, inégalités, migrations, territoires, économie sociale et solidaire, communs, action publique

1. Un laboratoire centré sur l'analyse du travail et des mondes du travail : explicitation d'une grammaire collective

La définition d'un projet de recherche quinquennal au sein d'un laboratoire attaché depuis sa création à l'analyse d'un objet précis : le travail, repose sur un équilibre fin d'éléments de continuité et d'innovation, d'acquis à renforcer et de pistes à explorer. L'identité scientifique du LEST, fortement ancrée et partagée, est depuis toujours liée à une approche interdisciplinaire du travail et des mondes du travail appréhendés dans le même mouvement comme objet de recherche et comme analyseur des transformations sociétales qui le traversent (migrations, citoyenneté, socialisation, etc.). Le point de vue adopté au LEST est que, pour mesurer toute la complexité des liens d'*interdépendance* qui nourrissent les dynamiques de changement social, la démarche *interdisciplinaire* s'avère plus que jamais nécessaire. En effet, le monde social contemporain, pris dans des phénomènes de globalisation et d'*internationalisation*, est fait de contraintes et d'opportunités qui se traduisent notamment par une diversification des parcours de vie et la production d'*inégalités* croissantes. Les travaux du LEST cherchent à analyser les mutations que produisent et dont se saisissent les acteurs socio-économiques et socio-politiques, individuels et collectifs, et qui peuvent conduire à des *innovations* organisationnelles ou institutionnelles. Les *institutions*, au sens sociologique du terme, constituent des points d'appuis autant que des éléments de contexte d'un changement social dont une part demeure imprévisible. L'*incertitude* constitutive des mutations économiques et sociales doit ainsi être prise en compte dans chaque projet de recherche. Nos travaux, construits en *interactions* avec la communauté scientifique et les acteurs sociaux, visent à les doter d'analyseurs et d'outils méthodologiques destinés à appréhender et comprendre la nature de ces changements et leurs effets au prisme d'une question clé : le travail.

La « grammaire » commune du futur projet du LEST s'appuie ainsi sur une série de points transversaux, véritable ossature dynamique du laboratoire qui articule les aspects problématiques, théoriques et méthodologiques offrant une cohérence d'ensemble des travaux scientifiques du LEST.

Interdisciplinarité : Elle est constitutive de l'identité scientifique du LEST et le demeurera. Fort d'une expérience de la pratique maîtrisée de l'interdisciplinarité, le LEST l'envisage comme un avantage décisif pour investir les controverses théoriques ou sociales liées aux questions du travail et des mondes du travail. Il est essentiel d'affirmer que l'interdisciplinarité, loin d'être contradictoire avec l'excellence disciplinaire, requiert comme préalable une grande maîtrise de leur discipline par les membres du laboratoire, qu'elle contribue à alimenter en retour. À titre d'exemple, sur la question de la précarisation de l'emploi, l'économie décrit les évolutions tendancielle des marchés du travail, le droit social permet de décrire les changements de dispositifs, la science politique rend compte de leurs capacités régulatrices, la sociologie montre comment les parcours professionnels en sont diversement affectés selon les catégories d'individus, et la gestion explique comment elle s'intègre plus ou moins dans les organisations du travail. L'interdisciplinarité sera encore approfondie (par des incitations à la co-publication notamment) et l'éventail des rattachements disciplinaires sera élargi (en direction de la géographie et du droit) pour conjuguer tradition et innovation dans les pratiques et l'identité du LEST.

Interdépendances : Il faut également rappeler l'importance d'une démarche faisant une place centrale à l'analyse des contextes et des contingences. Les sociétés humaines posent en effet un défi analytique lié à la compréhension des interdépendances qui relient leurs différentes composantes. L'analyse des interdépendances suppose d'objectiver et de démêler l'écheveau complexe des combinatoires qui relient les phénomènes et mécanismes sociaux. Ainsi, les questions de recherche que posent l'impact des transformations des organisations sur le travail ou les conséquences des dynamiques du marché du travail sur les inégalités nécessitent de penser ensemble ce qui se joue dans les organisations, dans le fonctionnement du marché du travail, dans le champ des relations professionnelles, ainsi que dans celui de l'action publique. L'analyse des interdépendances se construit ainsi dans un dialogue nécessaire et permanent des champs, des échelles et des disciplines abordant la question du travail. C'est, avec la pratique de l'interdisciplinarité, une démarche privilégiée pour reconstituer les différents processus et les différentes chaînes d'acteurs qui sont au principe des transformations du monde du travail.

Inégalités : Le contexte contemporain est marqué par les effets en cascade de crises inter-reliées : crise économique, financière, de l'emploi, du travail, migratoire, des mécanismes d'intégration sociale, écologique, des systèmes politiques, etc. Parmi les effets notables de ces différentes mutations sur le travail, l'accroissement des inégalités constitue un enjeu et un domaine de recherche de première importance. Les travaux conduits au LEST ont d'ores et déjà permis d'objectiver les mécanismes de dégradation de la situation des salariés en termes d'accès au marché du travail et en termes de qualité des emplois accessibles notamment pour les individus les plus vulnérables. L'individualisation voire l'individuation croissante des dispositifs de gestion de la main d'œuvre rend la question des inégalités sans cesse plus prégnante et soulève de nombreuses interrogations. Quels sont les ressorts de segmentation du marché du travail ? Sur quelles variables se creusent les inégalités dans le travail (genre, origine, âge, autres facteurs) ? Quelles sont les populations les plus vulnérables (NEETs¹, travailleurs âgés, personnes handicapées, migrants) ? Comment s'opère le ciblage des bénéficiaires des dispositifs d'action publique et qui laissent-ils de côté ? La question des inégalités fait ainsi partie des thématiques transversales investies prioritairement par les chercheurs du LEST qui s'inscrivent de la sorte dans une série de débats théoriques internationaux (approche par les capacités, marchés transitionnels, flexisécurité, modèles d'activation, théories institutionnalistes, économies de la proximité, etc.).

Institutions : La question institutionnelle est transversale et interroge toutes les disciplines présentes au LEST. Saisies analytiquement comme des ensembles de règles, de normes et d'attentes qui structurent la vie en société, qu'elles s'incarnent ou pas dans des formes organisationnelles, les institutions constituent une dimension centrale d'appréhension des mutations du travail. Il s'agit de développer une approche dynamique des institutions basée sur l'analyse des processus d'institutionnalisation et le « travail institutionnel » des acteurs socio-politiques et socio-économiques. Seront ainsi notamment explorées au sein des différents axes et séminaires : l'analyse des changements d'échelle de l'action publique ; la porosité croissante des frontières entre secteur public, privé à but lucratif et l'économie sociale et solidaire ; l'émergence de nouvelles institutions du salariat, de l'éducation et de la formation ; la ré-institutionnalisation de la frontière dans des espaces sociaux marqués par d'importants flux migratoires, financiers et économiques ; les modalités d'institutionnalisation de la représentation syndicale et des relations professionnelles.

Innovations : L'innovation est l'un des thèmes majeurs des recherches conduites au LEST, lesquelles considèrent aussi bien l'innovation technologique, organisationnelle, sociale qu'institutionnelle. Ces recherches visent à se placer au cœur des controverses théoriques sur le rôle de l'expertise publique, le développement de méthodologies expérimentales d'évaluation, la professionnalisation des acteurs de l'innovation, la territorialisation du changement et des dynamiques organisationnelles et des multiples questions qu'elles soulèvent. Il s'agit également d'étudier les activités de conception et les professionnels qui les portent en s'attachant à la nature et à l'organisation de leur travail, ainsi qu'à leurs profils individuels et trajectoires de carrière. Les recherches conduites au LEST reposent également sur la mobilisation et le développement de méthodes d'enquête innovantes (*mixed methods*, recherche participative, analyse processuelle, interdisciplinarité systématique) et des modèles d'analyse (actualité de l'analyse sociétale, approche par les capacités) propices aux décroissements.

Incertitudes : L'incertitude est un facteur clé à appréhender dans l'analyse du changement social et des inégalités. Cette notion renvoie à de puissantes controverses théoriques sur la rationalité des acteurs, la mesure des effets de contexte et de temporalité, et invite à une réflexion critique sur les démarches de prospective. Les travaux déjà engagés au LEST sur les outils et instruments de quantification du social (indicateurs, normes comptables) et leurs usages dans les dispositifs publics nationaux et internationaux (classements, palmarès, benchmarking, performance, notation) illustrent cette lecture critique des instruments destinés à réduire et contrôler l'incertitude. Or, prendre en considération l'incertitude dans l'analyse du changement social plutôt que l'écarter engage à envisager davantage les combinaisons d'éléments que des variables isolées et conçues comme linéaires. Cette option théorique invite également à donner la priorité au travail d'enquête de terrain, point fort des travaux du LEST, pour analyser le changement et les inégalités au plus près des réalités sociales.

Internationalisation : Comme objet ou variable de recherche, l'internationalisation des questions liées au travail a conduit les chercheurs du LEST à engager une série de travaux portant sur les mutations du capitalisme et les risques du travail, l'accès au marché du travail des migrants, la transformation des modèles productifs et de relations professionnelles, le développement dans le monde entier d'entreprises sociales qui combinent finalité sociale et efficacité économique. Ces travaux engagés sur les processus multiples et interconnectés à l'œuvre dans la mondialisation et leurs impacts sur le travail seront fortement développés dans le futur contrat quinquennal. L'objectif est de favoriser les recherches comparatives vis-à-vis desquelles ce laboratoire possède une forte expérience et des cadres d'analyse bien établis. Pour servir cette ambition, le laboratoire vise le renforcement de ses réseaux transnationaux de recherche en

1 Il s'agit des « *Not in Education, Employment or Training* », appellation initialement utilisée au Royaume Uni et désignant une sous-catégorie de jeunes, reprise désormais dans les statistiques européennes.

encourageant le développement de projets comparatifs européens d'une part et l'internationalisation des publications de haut niveau académique par une plus grande inscription dans les controverses théoriques internationales.

Interactions : La posture de recherche collaborative, constitutive des travaux du LEST, privilégie les interactions entre recherche académique et monde socio-économique, comme entre la recherche et l'enseignement. Ces recherches, développées avec des partenaires socio-économiques, sont porteuses d'enjeux théoriques, méthodologiques et empiriques dont l'objectif est de produire et diffuser des connaissances qui allient rigueur scientifique, pertinence et utilité sociale. Cette collaboration est aussi au centre de nos relations avec le monde de la formation, qu'il s'agisse de nourrir avec les travaux menés au LEST le contenu des formations dans lesquelles ses membres interviennent, de former à la recherche les étudiants en master et en doctorat, mais aussi en sensibilisant les étudiants de licence au monde et aux démarches de la recherche scientifique, à l'image du cycle de conférences « le travail à l'épreuve du management ».

2. De la grammaire au projet : une démarche participative

C'est par une démarche originale et participative que cette grammaire collective du LEST a été élaborée. Ariel Mendez et Delphine Mercier ont animé la réflexion collective sur le projet durant une année en s'appuyant sur l'expertise de plusieurs membres du laboratoire en matière de démarche collaborative (Nathalie Besset, Martine Gadille, Aurélie Peyrin, Martine Sigal).

Un premier travail de réflexion a alors été engagé en septembre 2015 sur la base d'un nuage de mots clés issu des quelque 1200 titres des publications des chercheurs du LEST sur la période 2010-2015.



L'élaboration collective du projet a fait l'objet d'une succession de rencontres et de débats (au rythme d'une rencontre par mois entre septembre 2015 et mars 2016), impliquant l'ensemble des membres du LEST (personnel administratif et technique, chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants, post-doctorants) et allant du bilan aux propositions du futur projet. A l'issue de ce processus, trois axes ont été proposés. Travaillés, discutés et enrichis au fil des séances, ces axes ont été définitivement affinés et dotés d'équipes et de modalités d'animation scientifique, impliquant systématiquement titulaires et doctorants, lors de la journée du LEST du 30 juin 2016. Enfin, en juin 2016, l'équipe support du LEST a été invitée à concevoir un projet technique en accompagnement du projet scientifique. Ce projet d'équipe constitue une maille pertinente et dynamique pour porter des travaux collectifs, emprunts de synergie et d'interdisciplinarité, permettant de mener à bien le projet global du laboratoire. Le travail que nous présentons ici est un projet partagé. Elaboré avec beaucoup d'enthousiasme, il est le reflet d'une forte mobilisation collective.

3. Trois axes qui construisent, structurent, capitalisent et valorisent les travaux de recherche (opérations de recherche, thèses...)²

Axe I - Dynamiques des modèles d'organisations, dispositifs et action collective

Membres : Anne-Marie Arborio, Christophe Baret (M), Nabila Benmostefa (M), Sophie Bérout (M), Charles Berthonneau, Paul Bouffartigue (M), Jacques Bouteiller (M), Franck Brulhart (M), Marie-Laure Buisson (M), Julien Calmand (M), Valérie Campillo (M), Cécile Chanut-Guieu (M), Najoua Chouaibi (M), Mario Correia (M), Caroline Corvasce, Zilacène Dekli (M), Lola Duprat (M), Sandra Durand (M), Corine Eyraud, Martine Gadille, Yolaine Gassier (M), Garance Gautrey, Lise Gastaldi (M), Sophia Gavault (M), Baptiste Giraud (M), Clara Gomez (M), Karine Guiderdoni-Jourdain (M), Camille Guirou (M), Christian Jean (M), Léo Joubert (M), Cathel Kornig (M), Cathy Krohmer (M), Annie Lamanthe, Anne-Marie Liénart-Reynaud (M), Nathalie Lout-Martinod (M), Flavien Makiese, Julien Maisonnasse, Philippe Méhaut, Ariel Mendez, Delphine Mercier, Philippe Mossé (M), Modou Niang (M), Claude Paraponaris, Amandine Pascal (M), Aurélie Peyrin, Nadine Richez-Battesti, Martine Sigal, Camille Signoretto, Eric Verdier (M), Jérémy Vignal, Antoine Vion (M), Angélique Vuilmet.

Cet axe propose de poursuivre et d'approfondir les travaux sur les dynamiques des organisations et les transformations des normes de gestion engagés au LEST. L'enjeu étant d'affiner, en adoptant une

² Les noms des membres sont suivis d'un (M) quand ils émergent majoritairement à un axe.

perspective interdisciplinaire, la compréhension des transformations des modèles d'organisation du point de vue des modalités d'encadrement de l'activité, des conditions de travail, de la dynamique des relations professionnelles ainsi que des rapports sociaux au travail.

Les différents champs de recherche regroupés dans cet axe se caractérisent à la fois par leur singularité respective (du point de vue de leur objet, de leur questionnement et du corpus théorique qu'ils mobilisent), et leur questionnement commun des transformations des modèles d'organisation du travail, des nouveaux cadres de l'action collective (règles de travail, outils de gestion...) et leurs effets sur les salariés - concepteurs et utilisateurs - à plusieurs niveaux (conditions de travail, compétences, connaissances, collectif...).

En interrogeant trois objets souvent envisagés de manière distincte (les outils de gestion et plus largement l'ensemble des dispositifs managériaux, les relations professionnelles et les conditions de travail), cet axe entend renforcer le dialogue interdisciplinaire. Cette démarche vise : d'une part à faire du LEST un espace d'ancrage des discussions entre différentes traditions d'analyse de sociologie et des sciences de gestion sur les mutations et modalités d'organisation du travail, d'autre part à saisir l'hétérogénéité et les interdépendances des processus de fabrication des nouvelles formes d'organisation et de régulation des relations du travail. Ainsi cette ambition d'ensemble se décline à travers des questionnements spécifiques et en dialogue dans les trois sous-axes suivants :

Technologie(s), innovations et mutations des organisations et du travail

Cette entrée concerne la construction des dynamiques technologiques et leurs conséquences pour le travail, les organisations et leurs acteurs. Ici sont questionnées les relations entre outils de gestion, technologies et travail. Un premier bloc de recherches s'attache à la diffusion et l'appropriation des technologies du numérique dans un nombre croissant d'activités et de secteurs, y compris traditionnels, en considérant tout particulièrement **la digitalisation du travail**. Plusieurs thèses débutées récemment portent directement sur ces questions.

Un second ensemble de travaux considère des organisations relevant de secteurs industriels à fort contenu scientifique et technique qui défrichent, inventent, déploient et industrialisent des technologies de pointe telles que les biotechnologies, les nano et les micro-technologies, les matériaux avancés, etc. Ces innovations technologiques sont tout à la fois des relais de croissance et des facteurs de compétitivité pour les organisations qui les mobilisent, et dans le même temps des sources de déstabilisation des collectifs de travail et des compétences individuelles et collectives des salariés.

Les questions que l'on se pose ici portent sur la manière dont ces technologies – numérique, innovations scientifiques et techniques – bousculent le travail et questionnent le management tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour les organisations qui savent s'en saisir. Comment ces technologies modifient-elles le travail à un niveau individuel et collectif ? Dans quelle mesure les organisations apprennent-elles, décident-elles, créent-elles du sens ou encore capitalisent-elles et transfèrent-elles des connaissances dans ce contexte innovant ? Comment et par qui les compétences requises sont-elles redéfinies ? A quelles conditions les dynamiques individuelles et collectives d'apprentissage peuvent-elles s'en trouver (dés)ajustées ? Comment les individus et les organisations font-ils face à ces transformations qui peuvent fragiliser ou renforcer les trajectoires individuelles comme les capacités collectives ? Il s'agirait, d'une part, de mieux comprendre les effets aussi bien contraignant qu'habilitant des technologies sur le travail et les organisations et, d'autre part, d'accompagner la conception de ces outils ainsi que les changements qu'ils induisent. Sur ces questions, plusieurs projets de recherche sont déjà en cours (ANR KETORC, projet APEC) ou ont été déposés auprès de l'ANR (projet MINNOS).

Standardisation et différenciation des modèles d'organisation

Le deuxième sous-axe regroupe les travaux qui s'intéressent à la transformation des modèles d'organisation et des modes de management. Qu'il s'agisse des entreprises du secteur privé ou bien des organisations du secteur public et de l'économie sociale et solidaire, on observe le développement de nouvelles orientations stratégiques, ainsi qu'un processus de diffusion de nouveaux outils et standards de gestion, modifiant les pratiques au sein de l'organisation. On note par exemple au niveau stratégique le développement des approches RSE ou la mise en œuvre de nouveaux modes de gestion des parties prenantes. Au niveau organisationnel, on observe le développement de pratiques allant dans le sens d'un renforcement du contrôle du travail des salariés (principes du LEAN management, procédures de certification de la qualité du travail, procédurisation de l'activité, etc.). Enfin d'un point de vue de la gestion des ressources humaines, on note, entre autres, la promotion de la gestion par les compétences ou encore de dispositifs d'incitation salariale à l'engagement des salariés. Ces questions sont prégnantes dans les recherches portant sur les transformations des organisations et des professions de santé (projet I Care, projet Cost Rancare...).

Ainsi les travaux de ce sous-axe visent-ils à analyser et à comprendre l'émergence, la diffusion et l'influence sur l'organisation de ces nouvelles orientations stratégiques et pratiques managériales dans des contextes marqués par des mutations de nature diverse : restructurations financières, internationalisation des firmes, rationalisation de l'administration et des instruments de pilotage de l'action publique, etc. Bien qu'en profondes mutations, on sait cependant aussi que les modèles d'organisation du travail restent très

hétérogènes. C'est donc tout à la fois à l'analyse des processus d'homogénéisation et de différenciation des modèles de gestion que les travaux ici rassemblés entendent contribuer. De ce point de vue, la comparaison internationale est d'une grande pertinence pour l'analyse.

Il s'agit ici d'apporter un éclairage sur la variété des logiques (économiques, managériales, sociales) en fonction desquelles ces outils et ces modes de management sont mis en œuvre dans des organisations très hétérogènes du point de vue de leurs caractéristiques structurelles et de leurs environnements. Une question posée par ces travaux est celle des conditions de production et d'importation de ces nouveaux outils de gestion et ensuite de leur appropriation par les acteurs de l'organisation. Comment expliquer par exemple que des outils de gestion issus du secteur privé continuent d'être transposés dans le secteur public alors qu'il n'existe pas de consensus sur leur efficacité ? Comment les outils qui se diffusent sont ensuite réappropriés, transformés et trouvent leur place au sein des organisations ? Comment les normes importées en interne influencent à leur tour les stratégies, modèles organisationnels et le travail en lui-même ?

Plus largement, il s'agit donc de s'interroger sur les conséquences de l'évolution de l'environnement (pressions institutionnelles, mondialisation, mise en concurrence) sur les organisations en termes d'arbitrage standardisation/singularisation. La tendance à l'homogénéisation des pratiques et des stratégies interdit-elle la singularisation ? Est-il possible d'apporter des réponses diversifiées face à des pressions homogènes ? Peut-on concevoir des modèles d'organisation qui combinent alignement sur les normes et maintien d'une certaine singularité ?

Dans un contexte de promotion de la négociation collective d'entreprise, l'analyse des processus de recomposition/différenciation des pratiques de gestion dans les organisations est également à appréhender du point de vue des dynamiques des relations professionnelles. Il apparaît en particulier nécessaire de réfléchir à la manière dont les modèles d'organisation se caractérisent par des régimes différents de pratiques de négociation de l'activité et de conflictualité au travail³.

Ces questions ont vocation à être déclinées sur les différents secteurs (privé, public et économie sociale et solidaire), dans plusieurs domaines d'activité (santé, enseignement supérieur et recherche, microélectronique, etc.), sur des types d'organisations diversifiés (TPE, PME, grandes entreprises, firmes multinationales, administrations, associations, etc.) et dans des pays variés, permettant des comparaisons internationales. A titre d'exemple, sur l'enseignement supérieur et la recherche, de nouveaux projets sont en cours d'élaboration dans le prolongement du programme européen ITN UNIKE « *Universities in the Knowledge Economy* » qui a mobilisé 17 universités européennes.

Santé au travail, gestion des risques professionnels et relations professionnelles

Dans cet ensemble de travaux se dégage enfin un troisième axe de réflexion complémentaire, qui porte sur l'analyse des effets produits par ces processus de réorganisation du travail sur la reconnaissance du travail, les conditions de travail des salariés et sur les modalités d'appropriation, par les acteurs salariés, managériaux et syndicaux, de la problématique de la prévention des risques professionnels.

Qu'il s'agisse des principes du LEAN management bien sûr, mais aussi des outils numériques ou des dispositifs d'évaluation du travail, ils impactent directement les conditions de travail des salariés, et contribuent à faire émerger de nouvelles formes de risques professionnels qui ont trait à la santé psychique des salariés. Les premiers parce qu'ils remettent par exemple en cause les frontières entre le travail et le hors-travail, et contribuent à bouleverser le contenu et l'intensité de l'activité de travail des salariés. Les seconds parce qu'ils impliquent une redéfinition des contraintes de contrôle qui s'imposent aux salariés, mais aussi parce qu'ils engagent des critères, normatifs, d'évaluation de l'excellence de leur travail qui ne contribuent à valoriser que certaines dimensions de leur activité. Dans ce contexte, l'analyse de ces outils de gestion questionne les effets de ces instruments de management en termes de bonheur au travail ou au contraire de nouveaux facteurs d'exposition à des risques psychosociaux (RPS). Dans quelle mesure peuvent-ils fonctionner comme un levier de reconnaissance du travail et de mobilisation des salariés ? Comment les outils d'évaluation sont-ils vécus par les salariés ?

A *contrario*, on s'interrogera aussi sur les modalités d'action managériale et syndicale engagées pour repérer, diagnostiquer et prévenir ces risques professionnels. Comment s'adaptent les pratiques managériales de prévention des risques professionnels face à l'émergence de ces nouveaux risques au travail ? Quant aux représentants syndicaux et du personnel, dans quelles conditions et de quelles manières investissent-ils les enjeux liés à la santé au travail ? Quels instruments d'action mobilisent-ils le cas échéant (expertise, action collective, action juridique) ? Dans quelle mesure l'activité des représentants du personnel se trouve-t-elle percutée par les réorganisations qu'ils ont à affronter et leurs conséquences sur les conditions de travail des salariés ? Le projet européen NetPoste qui a débuté en 2016 s'efforcera de répondre à ces questions.

³ Voir notamment : « Comment le travail se négocie-t-il ? » Colloque organisé en partenariat avec l'AFS, 2015 ; B. Giraud, E. Pénissat, J. Péglise, « Gérer, négocier, résister. Une approche dynamique des politiques patronales, des négociations et conflits du travail », Rapport pour la DARES, 2014 ; N. Richez-Battesti et F. Petrella, « Relations professionnelles et qualité de l'emploi : une approche comparative entre les organisations de l'économie sociale et les entreprises privées », DARES, 2014

Sous ces différents aspects, l'analyse des logiques de recours croissant à des instruments de plus en plus formalisés d'évaluation des salariés ou bien d'évaluation des risques professionnels implique de s'interroger sur les modalités de leur construction et sur les conflits d'usage qu'ils cristallisent. Ils sont de ce point de vue souvent sources de conflits entre directions, syndicats, experts et salariés⁴. Plus largement, c'est le caractère conflictuel des conditions de production et des effets des outils d'évaluation du travail, et plus précisément des instruments de sa quantification qui se trouve posé. Une problématique qui peut être mise en perspective avec les travaux en cours sur les usages managériaux et syndicaux de l'expertise dans le domaine de la prévention des risques professionnels. Dans les plans d'action managériaux de lutte contre les risques psychosociaux, le recours aux questionnaires est par exemple courant, mais reste contesté par des représentants syndicaux et des consultants qui privilégient des méthodes d'enquête plus qualitatives comme outils de compréhension et de prévention des risques professionnels.

Les trois sous-axes s'articulent ainsi de manière à appréhender les transformations à l'œuvre dans les modèles productifs contemporains de manière plus complète et systémique. L'interdisciplinarité est ici un outil précieux pour saisir dans leur complexité les phénomènes multiples qui traversent les organisations et les mondes du travail, afin de mettre au jour leur rationalité, d'analyser les logiques d'acteurs qui président à leur déploiement, de caractériser leurs effets sur le travail et les travailleurs, et enfin de considérer les régulations – ou les tentatives de régulation – qui sont portées par des acteurs variés, à des niveaux différents : initiatives locales autonomes, réponses organisationnelles et gestionnaires, négociation collective au sein de l'entreprise ou au niveau des branches, jusqu'à considérer les possibles interventions de la puissance publique pour instaurer des régulations institutionnelles/institutionnalisées.

Axe II : Evolutions des inégalités : parcours, marchés, migrations

Membres : Ahmad Abdoul-Malik (M), Jérémy Alfonsi (M), Anne-Marie Arborio (M), Flora Bajard, Thierry Berthet, Charles Berthonneau (M), Claire Bidart (M), Thierry Blöss (M), Paul Bouffartigue, Assaf Dahdah (M), Frédéric Decosse (M), Mustapha El Miri (M), Claude Gamel (M), Baptiste Giraud, Xavier Joutard (M), Eric Kadio (M), Yassine Karim (M), El Mahdi Khouaja (M), Cathel Kornig, Cathy Krohmer, Annie Lamanthe (M), Flavie Le Bayon (M), Nathalie Louit-Martinod, Flavier Makiese (M), Philippe Méhaut (M), Ariel Mendez, Delphine Mercier (M), Philippe Mossé, Stéphanie Moullet (M), Patrick Perez (M), Francesca Petrella, Aurélie Peyrin (M), Gwendoline Promsopha, Nadine Richez-Battesti, Jenny Rinallo (M), José Rose (M), Camille Signoretto (M), Ingrid Tucci (M), Jérémy Vignal (M), Angélique Vuilmet (M).

Le monde du travail change. Dans un contexte d'internationalisation de l'économie, d'évolution des normes, des cadres institutionnels et des formes entrepreneuriales, ainsi que de disparités croissantes entre les territoires, cet axe se donne pour objectif d'analyser les mutations des conditions économiques et sociales du travail et leurs répercussions sur l'évolution des inégalités, qu'elles diminuent, se creusent, changent de nature ou de forme. Ces changements seront analysés dans une perspective dynamique qui met l'accent sur les processus (d'insertion, de précarisation, d'affiliation, de (dis)qualification, de discrimination, de segmentation), en privilégiant le croisement des champs et des échelles d'analyse. Les comparaisons internationales permettront de mettre en lumière les tendances générales à l'œuvre et leurs spécifications au sein de différents pays. Du fait des interdépendances croissantes entre les pays, le sort des travailleurs de pays géographiquement éloignés est de plus en plus inter-relié. Ainsi, un focus sera placé sur l'articulation de plus en plus complexe entre migrations et travail, sur les processus de segmentation à l'œuvre sur le marché du travail et plus généralement sur le lien entre différentes formes d'inégalités liées aux origines géographiques, au genre et à la classe sociale. Il s'agira donc aussi bien de rendre compte de ces transformations des conditions économiques et sociales du travail que d'analyser leurs effets sur différents groupes de population (étudiants, apprentis, travailleurs, chômeurs, entrepreneurs, retraités, migrants/descendants d'immigrés), sur les territoires (nationaux, locaux) dans lesquels ils s'inscrivent et sur des domaines hors travail, mais en lien étroit avec ce dernier, tels que la santé, la famille, les compétences ou les mobilisations collectives. Les travaux analyseront la manière dont les individus construisent leurs parcours professionnels et, de manière plus générale, leur projet de vie dans un contexte de diversification des modalités d'accès au monde du travail, de déstabilisation des carrières et de transformation des métiers, des qualifications et des compétences. Le rôle joué par les dispositifs publics dans les comportements individuels et dans la dynamique des parcours professionnels sera également interrogé.

Institutions et construction des parcours

Comment les transformations des contextes institutionnel (politique d'éducation et de formation, politique d'emploi, politique sociale et familiale) et économique (crise(s), internationalisation croissante) contribuent-elles à transformer les parcours professionnels ? Nous voulons comprendre comment se jouent aujourd'hui, en France et au-delà, l'insertion ou le maintien sur le marché du travail de différents types de population (jeunes, migrants, femmes, travailleurs âgés...). Les inégalités seront analysées en particulier sous leur forme processuelle à travers les parcours professionnels et les recompositions des rapports sociaux (entre

⁴ Ce qu'ont montré les travaux menés en collaboration avec la DIRECCTE.

générations, entre niveaux de qualifications, entre homme et femmes...) et on s'intéressera notamment au rôle joué par les politiques de gestion des ressources humaines dans la construction de ces disparités de traitement (une thèse vient de démarrer sur ce sujet). La situation des femmes, des jeunes générations, des migrants/descendants d'immigrés et des personnes sans emploi fera l'objet d'une attention particulière.

Un pan des recherches traitera des politiques d'éducation et de leurs effets sur l'insertion sur le marché du travail. On se demandera dans quelle mesure les ajustements en matière d'éducation et de formation professionnelle ont eu des répercussions sur la réussite ou le décrochage scolaire, sur la structure des qualifications, les formes d'insertion, les carrières, l'accès à des emplois de qualité (c'est notamment l'objet du projet ANR TEDS qui a débuté en 2014 et qui se poursuivra jusqu'en 2019). On montrera par ailleurs en quoi les politiques sociales et d'emploi et les pratiques d'entreprises à l'œuvre dans différents contextes nationaux sont plus ou moins porteuses d'avancées en matière d'égalité professionnelle entre hommes et femmes en fonction des dimensions législatives, organisationnelles managériales et culturelles qui les surplombent (projet APEC sur l'accès au statut cadre (2015-2018) ; projet ANR Woman obtenu en juillet 2016). De plus, on interrogera l'émergence éventuelle de stratégies de « fuite » ou « contournement » de l'emploi salarié ou d'informalisation. Le renforcement du travail indépendant (statut d'auto-entrepreneur, ubérisation), de même que le développement de l'emploi atypique dans l'économie dite « collaborative » seront ainsi analysés à la lumière des parcours professionnels antérieurs et des choix individuels d'offre de travail. Les analyses sur les parcours professionnels des migrants et de leurs descendants, notamment dans une perspective de comparaison internationale, permettront de s'intéresser à l'effet des arrangements institutionnels (politique d'emploi, diversité des statuts légaux, politiques de gestion des ressources humaines). Les approches par « *mixed methods* » seront mobilisées pour creuser l'interaction entre les structures (sociales, institutionnelles, nationales, territoriales) et les logiques d'action individuelle (*agency*), et cerner l'évaluation subjective que font les acteurs de leur trajectoire professionnelle et de leur position sociale, notamment ceux et celles qui ont connu des mobilités géographiques et professionnelles multiples (projet ANR Lajeh (2015-2019), projet DFG (2015-2017), projet ANR Boundisc déposé en avril 2016). Afin de ne pas poursuivre l'illusion d'un individu solitaire sur sa trajectoire, les analyses de réseau contribueront à l'étude précise des systèmes d'influence par l'entourage qui intervient sur les ressources, les choix et les processus de socialisation. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les travaux réalisés dans le cadre du labex SMS.

Enfin, depuis une dizaine d'années, les travailleurs ont fait face à de nouvelles formes d'intermédiation sur le marché du travail (« activation » des politiques d'emploi, recours par Pôle Emploi à des opérateurs privés de placement, des plates-formes virtuelles des offres d'emploi, des dispositifs de suivi personnalisé des chômeurs, etc.). Ces derniers dispositifs se sont appuyés sur une rationalisation et une institutionnalisation des pratiques de segmentation et de tri des chômeurs. On s'interrogera dans les travaux futurs sur les effets des processus de (dis)qualification pour les demandeurs d'emploi. Parce qu'ils risquent de renforcer les sentiments de dépréciation et de mésestime de soi des chômeurs, le rôle des dispositifs publics dans les comportements et la dynamique des trajectoires professionnelles est à questionner. L'analyse de situations particulières – comme celles des « NEETs » ou des travailleurs âgés - ainsi qu'une meilleure compréhension des situations de non recours aux droits sociaux sont également des enjeux de recherches importants. Les discontinuités dans les parcours d'insertion (chômage, mobilité entre formes d'emploi, déqualification, bifurcations), en particulier sur des marchés sous forte tension, contribuent par ailleurs à la montée du sentiment d'insécurité professionnelle. Comment les situations de précarité des premiers emplois, de chômage ou encore de déclassement ou de sous-emploi interagissent-elles avec la vie extra-professionnelle (conjugalité, logement, mobilité géographique, parentalité...) ? Comment se construit un projet de vie dans ces conditions, comment se ré-ajuste-t-il, dans quelles configurations, et comment alors se rejoue le rapport au collectif de travail ? C'est notamment l'objet du projet financé par le GIS Genre « Les arrangements conjugaux et leurs temporalités » avec le centre Max Weber et du projet financé par la CFE-CGC sur « L'effet des réformes de la fonction publique sur les trajectoires professionnelles. Comparaison statistique des espaces de promotion des agents titulaires et non-titulaires ».

Marchés, diversification des formes d'emploi et précarisation

Les mutations des activités et les transformations du marché du travail (tertiarisation de l'économie, automatisation, numérisation, financiarisation, délocalisation) contribuent à la diversification des formes d'emploi, la flexibilisation engendrant un risque de précarisation persistante. Plusieurs questions cruciales pour les mondes du travail et la vie en société se dégagent alors.

Comment se répartissent les formes d'emploi dans la population ? Certains secteurs comme les fonctions publiques sont-ils préservés ? Les inégalités liées aux rapports sociaux de sexe, à l'origine nationale ou à l'âge s'en trouvent-elles exacerbées, modifiées, recombinaées ? Les analyses s'appuieront notamment sur des approches « intersectionnelles » qui saisissent la production des inégalités à l'articulation des rapports sociaux de classe, de sexe et d'origine nationale. On s'interrogera également sur les inégalités de salaire, en portant une attention particulière aux différences sexuées et aux facteurs de polarisation des rémunérations. Quel est l'impact de la diversification des formes d'emploi sur la structure des emplois et des salaires ? Les travaux du LEST sur l'impact du numérique sur le travail et l'emploi vont permettre d'apporter un éclairage

original dans ce domaine. Ces questions sont abordées par plusieurs projets en cours ou qui vont débiter : ANR CLASPOP, projet APEC, Projet Woman, ANR Lajeh...

Dans le contexte actuel de récession économique et de reconfiguration des normes d'emploi, la précarisation de l'emploi qui s'observe depuis plusieurs décennies semble exacerbée. Un ensemble de travaux analysera la manière dont les fragilités se cumulent (instabilité professionnelle et familiale, santé au travail). On s'intéressera également à ce qui détermine le sentiment d'insécurité professionnelle des salariés, au-delà de leurs caractéristiques propres, notamment en identifiant les facteurs relatifs à l'organisation du travail, aux changements organisationnels mis en œuvre au niveau des établissements employeurs. Le morcellement et les nouvelles formes d'emploi, précaire et/ou indépendant, contribuent par ailleurs à la déstabilisation des formes classiques de l'action syndicale, en même temps qu'elles s'imposent aussi comme un enjeu de mobilisation et de négociation collective. Seront donc analysées les formes de négociation collective qui se développent pour encadrer les usages des emplois précaires, les pratiques des organisations syndicales pour mobiliser et organiser la représentation de ces travailleurs en marge des emplois stables ou encore les formes d'action et d'organisation collective qui émergent parmi les nouvelles formes de travail indépendant (projets européens « *Reducing precarious work* », « *NetPoste* »). Quelles sont donc les répercussions de la précarisation sur l'organisation et la mobilisation collectives, sur le recours aux droits et, de manière plus générale, quels sont ses enjeux en termes de citoyenneté et de justice sociale ? Le recours aux principales théories de la justice sociale (Rawls, Sen...) pourra fournir un utile complément à propos du traitement des inégalités, afin notamment de tenter de hiérarchiser les priorités en termes de politiques publiques.

Enfin, à la suite des recherches menées dans le cadre du projet Tramed ou du programme Ecos-Nord sur les « Recomposition des relations de travail et processus éducatifs dans les espaces transnationaux », les transformations à l'œuvre conduisent inévitablement à s'intéresser aux dynamiques des catégories juridiques qui cherchent à intégrer ces situations nouvelles dans le droit, ainsi qu'aux débats et enjeux qui les sous-tendent dans tous les pays européens. De la même façon, elles invitent à interroger la capacité des catégories savantes, et notamment des approches classiques forgées par la sociologie du travail, à rendre compte de réalités jusqu'alors inédites. Les travaux menés permettront ainsi de revenir sur des analyses comparées et détaillées des professions. Elles conduiront à se pencher également sur le sens donné au travail. Les normes en la matière se diversifient et évoluent : Quelles sont les transformations dans ce domaine ? Qu'est-ce que travailler aujourd'hui ? Qu'est-ce qu'un « bon emploi » ? Dans quelle mesure les entreprises collaboratives, les expériences collectives de travail indépendant contribuent à faire émerger, ou non, de nouvelles formes de rapport à l'emploi et au travail ?

Internationalisation, migrations et segmentation du monde du travail

Dans un contexte de mondialisation et de montée des enjeux identitaires, l'articulation entre migrations et travail est de plus en plus complexe, tendue et source de tensions. Les travaux s'intéresseront à la manière dont la migration « intervient » dans le processus de segmentation du travail mais aussi, de façon plus spécifique, au rôle qu'elle joue dans certains secteurs du marché du travail et dans les territoires où les activités en dépendent fortement. Il s'agira de contribuer au débat sur les migrations et la mobilité internationale comme facteurs cruciaux de transformation sociale et des lieux où elles se déploient. On s'intéressera également à l'effet des nouvelles formes d'emploi en lien avec la mobilité géographique sur la dérégulation du marché du travail et l'instauration de nouvelles normes de travail dans certains secteurs. Les travaux seront accompagnés d'une réflexion collective approfondie sur la construction institutionnelle et scientifique des catégories de la migration et sur le rôle qu'elles peuvent jouer dans la (re)production et l'exacerbation d'inégalités qui s'inscrivent dans la résurgence des « frontières ethno-raciales » dans les rapports sociaux, notamment grâce aux investigations menées dans le cadre de l'ANR Lajeh et du projet financé par la DFG sur les « Mobilités transnationales et positions sociales dans l'Union Européenne ».

Les conditions migratoires et les différents dispositifs mis en place pour le recrutement d'une main d'œuvre « étrangère » (comme le recours aux travailleurs « détachés ») dans différents secteurs de l'économie (BTP, services, agriculture, *care*, domesticité) sont variés. Les travaux menés sur différents contextes européens et extra-européens auront pour objectif de mettre en lumière la manière dont les frontières sociales et ethniques sont construites historiquement et institutionnellement, influent sur la production d'inégalités ethnicisées et produisent de nouvelles formes d'activités économiques mais aussi une hiérarchisation des travailleurs et des droits qui leurs sont associés. Il s'agira en outre d'interroger le rôle des employeurs ou encore des dispositifs publics d'insertion professionnelle ou de recrutement dans la réduction ou l'exacerbation de ces inégalités et d'étudier les conditions d'émergence de stratégies de mobilisation collective. Ce sera un des objectifs du projet post-doctoral de Juana Moreno Nieto mené en collaboration avec le Centre Norbert Elias (financement LabexMed). Enfin, on envisagera les différentes formes de discrimination et de hiérarchisation au prisme des processus de ségrégation, générant et révélant *in extenso* des droits à l'espace distincts – accès au logement et aux espaces publics notamment. C'est notamment l'objet du projet Boundisc déposé auprès de l'ANR en avril 2016.

Les travaux de chercheurs du LEST sur les bifurcations pourront être appliqués à la dynamique migratoire. Dans quelles configurations de contextes, d'échelles et d'événements se forment les projets migratoires ?

Comment les migrants et leurs descendants, caractérisés par une hétérogénéité des origines nationales, des statuts (sociaux et légaux) et des aspirations construisent-ils leurs parcours professionnels et leurs appartenances (nationales, locales transnationales)? La mobilité sociale intergénérationnelle et les blocages éventuels à cette dernière constitueront également un focus des analyses. Les discriminations réelles et/ou ressenties (liées à l'origine nationale, à la classe sociale et/ou au genre) seront étudiées dans une approche intersectionnelle en favorisant la pluralité et l'articulation des méthodes. Parallèlement, on s'intéressera aux ressources mobilisées pour surmonter les désavantages et aux stratégies individuelles mises en place par les acteurs dans différents contextes nationaux. Ces dernières peuvent constituer elles aussi un moteur du changement social.

Axe III : Territoires, Modèles productifs et formes de régulation

Membres : Jean-Paul Badiane (M), Flora Bajard (M), Thierry Berthet (M), Céline Bourbousson (M), Valérie Campillo, Christophe Chevalier (M), Caroline Corvasce (M), Frédéric Decosse, Bryan Dufour (M), Mustapha El Miri, Corine Eyraud (M), Martine Gadille (M), Lise Gastaldi, Garance Gautrey (M), Clara Gomez, Karine Guiderdoni-Jourdain, Camille Guirou, Maud Hirczak (M), Xavier Joutard, Cathel Kornig, Annie Lamanthe, Julien Maisonnasse (M), Ariel Mendez (M), Delphine Mercier, Claude Paraponaris (M), Patrick Perez, Francesca Petrella (M), Gwendoline Promsopha (M), Nadine Richez-Battesti (M), Martine Sigal (M), Ingrid Tucci, Caroline Vanuls (M), Eric Verdier, Jérémy Vignal, Antoine Vion.

Le retour sur l'organisation des activités de recherche durant les cinq dernières années et les perspectives de développement envisagées dans ce projet collectif conduisent l'équipe du LEST à introduire un axe de recherche sur le thème des territoires et des nouvelles formes de régulation des espaces et des modèles productifs. Entre transnationalisation et retour au local, les recompositions territorialisées de la gouvernance et des modèles productifs et d'éducation soulèvent de nombreuses questions. Les changements d'échelle tant des mobilités que de l'organisation transforment les modes de régulation installés dans le cadre de la construction des Etats-nations modernes et des Etats-providence. L'internationalisation croissante des échanges économiques et commerciaux, des circulations (migratoires, étudiantes, professionnelles) a, de fait, largement contribué à la porosité des frontières nationales et l'émergence de nouvelles localités. Les politiques de décentralisation (dans les institutions politiques comme dans l'organisation de la négociation collective) en réponse à ces mouvements contribuent tout autant à la remise en cause du cadre national comme niveau pertinent de production des règles qui encadrent les relations de travail et d'éducation. Dans le champ du travail, de la formation et de l'éducation, de nouvelles formes de recompositions déstabilisent fortement les cadres traditionnels de l'action collective, des relations professionnelles et des politiques publiques. Sans présager aucunement que les Etats aient perdu tout leur pouvoir, le double mouvement de « mondialisation » des marchés et de territorialisation des dispositifs de l'action publique invite néanmoins à centrer le regard sur les formes d'ancrage local des activités productives et éducatives. L'étude de la construction de territorialités implique tout autant un regard sur les tensions et conflits, que sur l'émergence de nouvelles formes de coordination et de coopération, cela tant du point de vue des modalités de fonctionnement des marchés du travail, de structuration des organisations (y compris de l'enseignement) et des relations professionnelles que des enjeux liés à la propriété et au partage des ressources. L'appropriation et le développement des outils numériques *via* leurs usages tant par les acteurs de l'action publique, associative ou éducative devient un objet légitime dans l'étude de l'évolution et articulations de territorialités multiples. Une approche par les territoires apparaît d'abord heuristique pour penser ensemble les processus d'homogénéisation et de différenciation des systèmes productifs. L'échelle locale et les territoires peuvent être également posés comme de possibles sources d'innovations institutionnelles dans l'enchevêtrement complexe des espaces de régulation – formelle ou informelle, publique ou décentralisée - et l'émergence de nouveaux modes de gouvernance des organisations, des territoires et de l'action publique. A partir de cet ensemble de questionnements, l'ambition de cet axe est d'investir les controverses théoriques liées au lien entre espace, travail et éducation, dans la construction économique, sociale et politique des territoires.

Le point de vue interdisciplinaire et comparatif caractéristique des travaux du LEST sur le travail permet de développer un questionnement à trois niveaux qui sera porté par les chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants investis dans cet axe. Ce dernier est plus particulièrement porteur d'une ouverture à la géographie dont la nouvelle géographie économique pour laquelle les modèles productifs spatiaux sont profondément encastés dans les processus établis dans le passé, ce qui signifie que les inégalités dans la distribution de ressources, mais aussi dans la capacité à les construire orientent l'économie et la cohésion sociale future selon des chemins divers. Les niveaux d'analyse concernent le territoire, comme espace d'appropriation, de production, d'innovation et de régulation ainsi que les formes organisationnelles ou dispositifs qui contribuent à la recomposition des modèles productifs ou éducatifs et enfin, l'action publique, et en particulier les instruments d'intervention publique et de gouvernance sur les territoires.

Territoires, espaces productifs et frontières

Un premier ensemble de travaux interroge l'articulation des échelles globales et locales dans les dynamiques socio-économiques de construction des systèmes et modèles productifs. Le contexte de la mondialisation a repositionné le territoire comme échelle pertinente dans la dynamique des espaces productifs, de leur mise en concurrence et des rapports sociaux et économiques.

Deux questionnements complémentaires sont traités. En premier lieu, les circulations économiques et mobilités des hommes et du travail reconfigurent les relations entre territoires. On peut alors interroger les concurrences et complémentarités entre territoires d'accueil, territoires d'arrivées, et territoires de transit ; l'ancrage local du travail ou de l'emploi des migrants ; l'impact social et économique de la mobilité humaine sur les territoires et la dynamique des rapports sociaux au travail y compris les rapports sociaux ethniques. Le contexte de mondialisation et la circulation qu'il entraîne posent la question de la mise en concurrence ou compétition des entreprises et des travailleurs dans les territoires, des imbrications de normes – internationales, régionales ou européennes, nationales et locales- ainsi que des jeux de spécification de ces territoires - en termes de dispositifs normatifs et juridiques, et de production de rapports au travail différentiels. Dans un schéma inverse, on peut aussi remettre en perspective l'idée d'une déterritorialisation des identités et réseaux d'appartenance dans des communautés transnationales. Enfin, la frontière peut être elle-même considérée comme un espace liminal qu'il convient d'interroger, par exemple du point de vue du salariat saisonnier. A rebours d'une vision transnationaliste qui nous amènerait à interpréter le monde social des saisonniers comme marqueur d'une hybridation des cultures issue d'une libre circulation entre territoires, nous pourrions insister sur des dispositifs étatiques et patronaux de contrôle des mobilités en interaction avec la façon dont les migrants usent de leurs marges d'action et opportunités dans ces espaces.

Espaces de production sectorielle, les territoires amènent en second lieu à s'interroger sur la manière dont l'internationalisation, les circulations, les mises en concurrence et l'évolution des normes techniques ou juridiques font évoluer l'ancrage territorial des activités productives qu'elles soient de biens, de services ou de connaissance. Le regard porté sur les territoires comme siège d'activités productives conduit également à mettre en discussion la propriété et la gestion des ressources (eau, foncier, etc.) et la capacité des espaces locaux ou ruraux à produire du commun, de l'innovation et des apprentissages (pôle de compétitivité, clusters, PME, pôle territorial de coopération économique) dans les formes productives, éducatives et les rapports au travail et à la connaissance qui les accompagnent ; ou à structurer la construction du hors travail et des sociabilités. On peut enfin interroger la pertinence de l'échelle locale et du territoire comme espaces initiateurs d'un développement endogène et plus démocratique dans les pays du Sud. Qu'il s'agisse de pays du Sud ou du Nord, la question du développement endogène et de sa capacité à faire cohésion invite à l'analyse de la diversité des cohérences dans les transformations de modèles productifs et éducatifs en relation des territoires ouverts à l'international. Ces éléments conduisent à poser la question des dispositifs ou des organisations que prennent aujourd'hui ces formes productives sur les territoires. A cette fin, le projet Entremed déposé auprès du LabexMed en 2015 sera proposé à nouveau dans le cadre d'autres appels à projets (AMIDEX, ANR).

Économie sociale et solidaire, communs et diversité des figures du collectif

Les questions liées aux transformations des institutions et des systèmes productifs dans un contexte de mondialisation accrue des échanges et de recomposition des territoires ont constitué un chantier de recherche fortement investi au LEST lors du précédent programme quinquennal. Face à ces transformations, les travaux interrogent la diversité des organisations, dépassant la dichotomie Etat-marché, et l'effacement des frontières entre organisations publiques, privées à but lucratif et d'économie sociale et solidaire. Ils étudient aussi les formes de coopération inter- et intra- organisationnelles sur les territoires, les modalités de gestion des communs, matériels et immatériels, face à l'extension de la propriété privée exclusive, et d'autres formes de collectifs, en particulier en lien avec le développement du numérique et de l'économie collaborative, en se penchant sur leur impact sur l'organisation du travail et sur les dynamiques territoriales. A travers ces questions, il s'agit notamment d'examiner la capacité des organisations à changer d'échelle, comme dans le cas du projet financé par l'URIOPSS Languedoc-Roussillon portant sur les formes de coopération entre associations du secteur social et médico-social, et des territoires à se réinstitutionnaliser dans des jeux multi-scalaires inédits. Parmi les objets étudiés, citons les sociétés coopératives et participatives et leurs formes de coopération interne (en particulier sur les rapports au travail) et externe (sur les territoires où elles sont implantées) qui seront analysées dans le cadre du projet ANR Coop In & Out, les entreprises sociales qui se développent rapidement dans le monde entier et qui sont au cœur de deux projets de recherche en cours, l'un européen (*Mapping social enterprises and their eco-systems*), l'autre international (ICSEM- *International Comparison of Social Enterprises Models*) ou encore les clusters ou les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE), caractérisés par la grande diversité des acteurs qui y sont impliqués. Les PTCE sont plus particulièrement étudiés dans le cadre d'une thèse en sciences de gestion. Mentionnons également les travaux sur les communs de la connaissance ou ceux sur la finance solidaire qui apportent un regard critique à l'analyse des communs et contribuent à l'émergence de nouveaux dispositifs. Enfin, cet axe interroge les formes de régulation et de gouvernance de l'action

publique aux différentes échelles de pouvoir, leur articulation, les espaces concernés ainsi que la participation d'une diversité d'acteurs dans ces dynamiques. Une thèse est en cours sur ces thématiques.

Territorialisation de l'action publique et nouvelles régulations des formes du travail, de l'emploi et de la formation

L'analyse contextualisée des modes de production, de diffusion et de réception de l'action publique liée au travail constitue un enjeu de recherche clé. Les réformes du marché du travail, la territorialisation de l'action publique en matière de relation formation-emploi-travail, l'émergence de modèles de gouvernance coopératifs et décloisonnés, la question du non-recours aux droits et services, le gouvernement de la question sociale par les statistiques et la mesure constituent autant de sujets qui seront portés collectivement et individuellement par les recherches soutenant ce dernier groupe de travaux. Trois niveaux sont plus particulièrement mis en lumière dans les recherches envisagées au sein de cet axe : les organisations et leurs échelles de régulation, les instruments d'action publique et les usagers des politiques publiques.

Les modes d'institutionnalisation de ces nouvelles échelles dans la régulation du travail appellent des recherches multi-niveaux et comparatives tout autant que des introspections fines dans la cuisine politique des territoires. Tirillés entre débordement infra et supra-national, notamment dans un contexte européen, les modèles nationaux d'action publique sont en permanente recomposition mais possèdent également des capacités de résistance et d'inertie que soulignent notamment les travaux sur l'eupéanisation des politiques publiques.

Des recherches, déjà engagées au LEST sur ces différents objets, seront poursuivies et développées. Le croisement des regards disciplinaires sur l'action publique relative au travail et ses évolutions contemporaines constitue un avantage analytique déterminant. Il permet une confrontation fructueuse des schèmes interprétatifs et des méthodes d'investigation.

Une série de questions seront plus directement investies par ces recherches. En termes d'acteurs, le rôle (croissant) des opérateurs et des bénéficiaires des politiques publiques représente une première ligne de questionnement qui renvoie à la discrétion des *street level bureaucrats* et au non-recours des usagers. En termes d'instruments et dans la continuité des travaux et débats ouverts par Alain Desrosières, sur les manières de quantifier le social et l'usage de la mesure comme « *instrument de gouvernement des hommes et des territoires* », les outils de la quantification du social (indicateurs, normes comptables) et leurs usages dans les dispositifs publics nationaux et internationaux (classements, palmarès, benchmarking, performance, notation) continueront d'être mis en discussion. Par exemple, la mesure de l'impact social des organisations de l'ESS est aujourd'hui au cœur de nombreux débats tant scientifiques que politiques quant au choix des indicateurs et à leur utilisation par les acteurs publics. Cette question de l'impact social des organisations de l'ESS fait l'objet d'une thèse de doctorat et a été développée dans le cadre du projet européen TSI (*Third Sector Impact*). Les questions soulevées par ces recherches méritent d'être approfondies ultérieurement. L'enjeu est d'éclairer l'intégration de la rationalité économique par la statistique dans la gestion de l'action publique locale, nationale et supranationale.

4. Un projet technique pour accompagner l'ambition scientifique du LEST

Membres : Nathalie Besset, Thierry Berthet, Anne Bonneville, Isabelle Dourilin, Marion Favre, Laurent Giglio, Jocelyne Martinière-Tesson, Stéphane Marquez, Ariel Mendez, Delphine Mercier, Elie Perrichon.

Dans un souci d'articuler au plus près les activités scientifiques du laboratoire et les fonctions support à la recherche, l'équipe du Lest a décidé de proposer un projet technique quinquennal en lien avec son projet scientifique. Durant une série de réunions préparatoires, la forte mobilisation de l'équipe technique du laboratoire a permis d'aboutir à la formalisation d'un projet de service innovant. Ce projet couvre l'ensemble des fonctions support du laboratoire (documentation, logistique, gestion administrative et financière, communication, réseaux, etc.) et vise à soutenir un développement harmonieux et maîtrisé de l'ensemble des activités du laboratoire.

Un projet transversal : la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) du LEST

Le projet GPEC s'inscrit dans une démarche collective et transversale permettant d'identifier et d'anticiper les besoins en compétences et faciliter la réalisation des objectifs scientifiques du laboratoire au regard de son organisation et de ses moyens humains, techniques et financiers. Il s'inscrit dans une perspective de développement sur la durée du projet contrat quinquennal. Cette démarche transversale à tous les personnels du laboratoire s'appuie sur le guide méthodologique de GPEC au CNRS⁶.

Cette initiative projective sera menée en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés (LEST, DR12, INSHS, AMU) afin de partager et d'enrichir les différents outils opérationnels permettant de décliner cette démarche par approche macro/micro et par étape. Ainsi, une fois la phase de définition et de formalisation

⁶ Observatoire des métiers et de l'emploi scientifique & Direction des ressources humaines, *Guide méthodologique de GPEC au CNRS*, Paris, CNRS, 2014

des objectifs scientifiques aboutie, la méthodologie de la GPEC pourra être appliquée pour préciser la future réalité de l'unité. Cette démarche constituera alors à la fois un outil d'aide au pilotage, au management et, au redéploiement de compétences. Comme dans toute démarche de projet, la communication et l'accompagnement au changement seront des facteurs essentiels de réussite et s'appuieront de ce fait sur les progrès anticipés dans le cadre du projet EASYLAB. Ce projet sera également l'occasion d'établir une interaction forte entre personnel de la recherche et personnel administratif pour partager en amont l'organisation du travail et favoriser le transfert de savoir-faire ou d'adaptation des compétences dans un contexte de rigueur budgétaire et d'enjeux scientifiques. Pour conduire ce projet, une commission Ressources Humaines pilotée par le directeur et la secrétaire générale et animée par la personne en charge des ressources humaines du laboratoire sera mise en place à la rentrée 2017.

Fluidifier et améliorer la communication pour un laboratoire agile : le projet EASYLAB

Ce projet repose sur la définition d'un cahier des charges (préparation en 4 à 6 mois) définissant un système de gestion des informations liées à la vie du laboratoire. Il a pour vocation de : favoriser la communication en interne pour mieux valoriser et articuler les différentes activités des membres du laboratoire ; développer le recueil et le maintien d'informations entre acteurs susceptibles de travailler sur les mêmes données et permettre leur valorisation dans le cadre du projet scientifique du laboratoire (articles, publications, colloques, séminaires, invités, projets de recherches, opérations de communication...). Définir un tel système d'information amène à proposer une solution technique de partage et de centralisation des données adaptée à l'organisation du laboratoire. Cet outil devant s'intégrer aux pratiques de chacun des utilisateurs, son cahier des charges sera rédigé en lien étroit avec la réflexion sur les compétences spécifiques et transversales (cf. projet GPEC). Enfin, un tel système d'information ouvert, proposant de s'intégrer à la vie du laboratoire dans une finalité de valorisation de ses activités, offrira non seulement une meilleure visibilité à celles-ci, mais également un fort potentiel de développement externe par une mise en œuvre collaborative du projet ou de son intégration au sein d'autres laboratoires ou institutions scientifiques proches.

Ce projet a été initié par 4 membres de l'équipe support qui réalisent des missions diverses au sein du laboratoire et pour lesquelles des synergies ont déjà été identifiées. Afin de répondre au plus près aux besoins de l'organisation, sa mise en œuvre prévoit qu'un groupe de travail réunisse chaque semaine sur une base thématique des représentants des différentes composantes du laboratoire pour de courtes réunions opérationnelles.

Une information scientifique et technique (IST) résolument tournée vers l'accompagnement d'une recherche de pointe et la professionnalisation des doctorants

Bien que l'offre de service en matière d'IST soit déjà ample et fasse l'objet d'une attention soutenue au sein du LEST, les évolutions des pratiques en matière d'usage des ressources documentaires supposent une adaptation et une anticipation des changements dans ce domaine. Pour ce faire, une réflexion approfondie sera conduite sur les missions des fonctions IST au sein du laboratoire. Un certain nombre de pistes d'évolution sont d'ores et déjà envisagées notamment : la refonte de l'offre en ligne documentaire et de la charte graphique du catalogue en lien avec le travail de restructuration du site web ; la participation active au projet de recherche ANR HUMSODIS 7 ; la co-organisation d'une journée d'étude sur les enjeux des archives ouvertes ou l'édition scientifique ou encore de séances de lecture autour d'un livre à la bibliothèque du LEST ; la numérisation et la valorisation d'anciens rapports du LEST sur le web ; la mise en place d'un carnet de recherche autour des « *mixed methods* » ; ainsi que la formation et l'accompagnement des doctorants et des jeunes chercheurs dans leur pratique de recherche documentaire et de visibilisation de leurs publications. Plusieurs ateliers numériques ont déjà été mis en œuvre. Il est envisagé que ces ateliers deviennent obligatoires pour les doctorants du LEST et puissent être étendus au-delà du laboratoire, ce qui contribuerait à la visibilité de l'activité du service notamment au regard du collège doctoral demandeur de formations pour les doctorants d'AMU.

Adapter la gestion administrative et financière aux perspectives de développement des activités du laboratoire

Le bilan scientifique du LEST témoigne d'un accroissement significatif de son activité scientifique. Il atteste également d'une modification de la structure de ses activités conventionnelles à la fois plus nombreuses et hétérogènes dans leurs formats. Enfin, les cadres organisationnels et fonctionnels de gestion des activités de recherche conventionnelle sont sans cesse plus exigeants et chronophages. Dans ce contexte, l'accompagnement administratif et gestionnaire de l'activité contractuelle du laboratoire suppose une organisation plus agile des modes de communication telle que proposée dans le cadre du projet EASYLAB mais également l'accroissement du nombre de personnels dédiés.

Un atelier renouvelé pour soutenir l'internationalisation du laboratoire

L'atelier Dimension internationale sera mobilisé en lien avec la personne en charge des relations

7 Ce projet vise le développement d'outils logiciels d'aide à l'exploitation de bibliothèques numériques d'articles scientifiques pour les chercheurs en SHS. S'il est accepté, le LEST en sera partenaire.

internationales, ainsi que les RI d'AMU et du CNRS national, pour développer les partenariats scientifiques internationaux, recenser les accords de coopération avec l'étranger et les étendre à tous les pays qui ont développé des liens avec le laboratoire, élaborer de manière systématique un bilan de séjour en lien avec les responsables scientifiques afin de capitaliser les séjours des chercheurs ou doctorants invités. Il sera également proposé aux chercheurs invités d'avoir le statut de "*visiting scholar*". De manière plus générale, une communication sur les séjours des scientifiques & doctorants étrangers en complément de l'affichage WEB sera faite *via* la liste de diffusion "lestmembres". Une annonce mensuelle systématique des relations internationales du laboratoire est d'ores et déjà mise en place.

L'usage du Lest : un site à valoriser et développer

Héritier de son histoire (UPR du CNRS jusqu'en 2000), le site du LEST offre des possibilités d'évolution de ses usages internes et externes. Pour mieux valoriser le bâtiment et l'adapter aux usages qu'en font son équipe et ses partenaires plusieurs pistes sont à l'étude. L'occupation intense des locaux amène à envisager la mise à disposition de « bureaux ouverts ». Ces bureaux seraient des espaces ouverts pour venir travailler, imprimer, faire des recherches en ligne ou se réunir sur de courtes périodes. Un projet a été élaboré (et vient d'être soutenu par l'université) pour repenser l'aménagement et les usages de la grande salle de réunion du LEST. Grâce à un mobilier modulable et l'investissement dans un dispositif « Ubi display » permettant un affichage vidéo sur des murs interactifs, elle pourra être reconvertie suivant les besoins en un espace se prêtant à l'ergonomie du travail collaboratif intégrant apprentissage par l'expérience et créativité collective dans le cadre de projets liant formation par la recherche et collaboration avec l'industrie. Enfin, un projet d'extension réalisé par un bureau d'études permet d'envisager un accroissement des locaux avec une salle de réunion de 190m² et des salles permettant de développer l'accueil de nouveaux chercheurs ou des activités innovantes (salle vidéo dédiée, espace collaboratif, etc.). La réflexion sur les usages du site fera l'objet d'un groupe de travail visant à offrir des perspectives de développement de solutions d'hébergement et de soutien aux activités TIC émergentes.

5. Une animation scientifique du laboratoire basée sur un positionnement national et international

Sur le plan stratégique, le laboratoire a identifié **deux** enjeux et objectifs qui vont structurer sa politique scientifique.

Premièrement, le laboratoire réaffirme sa volonté de s'inscrire dans la politique du site d'Aix-Marseille. Cela s'entend de trois manières :

1/ conforter et accentuer les partenariats et la participation à des projets structurants du site. A cette fin, le laboratoire prendra sa place dans le projet actuellement en cours d'élaboration qui succèdera au LabexMed. Compte tenu de la diversité des disciplines et de ses objets de recherche, le laboratoire est amené à se déployer sur plusieurs espaces de collaboration : les travaux qui ont débuté au sein de la Fédération de recherche sur l'éducation Sfere vont s'étendre avec l'arrivée de plusieurs spécialistes du champ (recrutement d'une maîtresse de conférences en économie de l'éducation en 2016 et arrivée d'un Directeur de Recherche spécialiste de la formation et de l'éducation en 2017) ; avec la nouvelle direction, les collaborations avec l'équipe de SciencePo Aix ont été réactivées et une réflexion est en cours pour structurer les relations à trois niveaux (formation en master, formation doctorale, coopérations de recherche).

2/ participer au développement de l'interdisciplinarité et de l'intersectorialité au sein d'AMU. Cela a été évoqué dans le bilan, le LEST participe déjà activement aux travaux de l'IMÉRA et des PR2I (Humanités, Santé, Energies, Sciences et Technologies). Le laboratoire a été sollicité pour participer au dépôt d'un Institut Convergence sur l'Energie, un projet ANR (Humsodis) a été déposé avec des unités des sciences de l'information et les équipes qui travaillent dans le domaine de la santé poursuivront leurs travaux dans le cadre du pôle de recherche DHUNE-CE.

3/ s'inscrire dans l>IDEX en pensant conjointement l'enseignement et la recherche en proposant une formation interdisciplinaire s'appuyant sur les compétences et les collaborations internationales du laboratoire.

Deuxièmement, le laboratoire entend poursuivre sa politique de partenariats et collaborations au niveau national et encore plus international. Le bilan a fait apparaître les nombreuses collaborations existantes et la part prise par les chercheurs dans l'animation de ces liens réticulaires. Cette implication est amenée à se poursuivre dans des espaces disciplinaires et interdisciplinaires et à de multiples niveaux. De manière cohérente avec la politique de ses tutelles mais surtout parce que le projet scientifique du laboratoire s'est toujours nourri de la comparaison internationale, le LEST souhaite renforcer ces collaborations en prenant davantage appui sur des projets européens et internationaux. Ainsi, plusieurs projets européens ou financés par des organisations internationales débutent ou sont en cours de préparation (sur les transformations et les négociations du travail et de l'emploi dans les activités postales, les mobilités transnationales, l'enseignement supérieur en Europe...). Le laboratoire encourage fortement ses chercheurs à déposer des projets auprès de l'ERC, il promeut également la mobilité internationale de ses membres et accueille régulièrement des chercheurs résidents.

Des dispositifs d'animation scientifique et de formation par la recherche

Ces dispositifs ont pour objectif principal de construire les conditions de production, de confrontation et d'accumulation des connaissances afin de contribuer aux axes de recherche présentés précédemment. Ces séminaires permanents transversaux sont des « vraies » séances de travail fondées sur un processus cumulatif de connaissances sur un sujet en y articulant des présentations et discussions préparées avec des sessions intermédiaires de valorisation des résultats obtenus.

Le séminaire général du LEST :

Temporalité : Le deuxième lundi du mois animé par un chercheur/enseignant-chercheur et un doctorant. Le séminaire général intègre dans son calendrier des séances de présentation des projets de recherche en cours (Posters, Catalogue, Journée de rentrée...)

Animation tournante : Chercheur/Enseignant-chercheur et Doctorant

Les Séminaires Permanents :

. Séminaire 3T : Travail, Technologies, Temporalités - 1ère année, cycle 2016-2017 : "Travail et numérique" - Animation Lise Gastaldi, Amandine Pascal et Martine Sigal.

. Séminaire MIGTRAV – MIGration TRAVail (2015-2017) – Animation Frédéric Decosse, Mustapha El Miri, Delphine Mercier, Ingrid Tucci.

. Séminaire T2C : Territoires, Coopération et Communs – Animation Bernard Paraque et Nadine Richez-Battesti.

. Séminaire TR.EMPL.IN, Travail, EMPLOI et Incitations – *Débats et controverses* – Animation Claude Gamel et El Mahdi Khouaja.

Les Ateliers permanents :

. Atelier « Méthodologie de la recherche et pluri-disciplinarité » - Animation Amandine Pascal et Claire Bidart.

. Atelier « Travail et relations professionnelles » - Animation Yolaine Gassier, Baptiste Giraud et Cristina Nizzoli.

Le Programme doctoral. Responsable : Christophe Baret

Il permet aux étudiants de présenter leurs travaux à échéance régulière (ateliers doctoraux, séminaires de thèse) ou de bénéficier de formations émanant de leurs demandes (ateliers thématiques).

Les journées d'étude : Présentation des travaux du LEST et regards croisés avec l'extérieur (partenaires, experts, chercheurs étrangers).

A titre d'exemple, la Journée d'étude 2017 portera sur l'« Ethnographie du travail syndical », 27 et 28 avril 2017, coordinateurs Yolaine Gassier, Baptiste Giraud, Cristina Nizzoli.

Parallèlement à l'animation scientifique du laboratoire, le LEST organise des **conférences grand public**. Le cycle de conférences sur « Le Management à l'épreuve du travail » qui connaît un grand succès est amené à se poursuivre.

Opérations et groupes de recherche

Les opérations de recherche du laboratoire, financées ou non, sont autonomes dans leur calendrier et mode d'organisation. Les porteurs ou référents de ces opérations sont toutefois systématiquement invités à les présenter ainsi que leurs principaux résultats dans le cadre du séminaire général du laboratoire et dans les axes. Un effort sera fait sur la valorisation de ces projets au travers des outils de l'OpenEdition (Hypotheses.org ; MediHal ; HAL SHS ; Sound Cloud...) et en articulation avec le projet technique.